



C.S.M.E

Siège Social : Parc Municipal des Sports

93800 EPINAY SUR SEINE

Rapport du Commissaire aux comptes
sur les Comptes Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

**CABINET PÉRON
& ASSOCIÉS**

27 rue Alfred Nobel
77420 Champs sur Marne

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels

À l'Assemblée générale de C.S.M.E,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du CLUB SPORTIF MULTISECTIONS D'EPINAY SUR SEINE (C.S.M.E) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

5- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Bureau.

6- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Champs Sur Marne, le 17 mai 2024

Le commissaire aux comptes

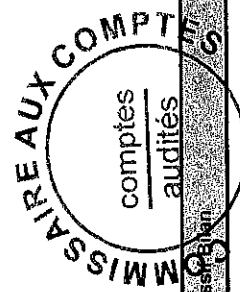
CABINET PÉRON & ASSOCIÉS



Jean François PÉRON

Bilan financier 2023

Actif				Passif			
Classe		Montant	Montant	Classe		Montant	Montant
		N	N-1			N	N-1
Actif fixe (argent immobilisé)				Capitaux permanents (ressources durables de l'association)			
2	Immobilisations - Net	1 124,80 €	2 467,40 €	1	Capitaux propres	379 890,59 €	526 103,40 €
	Biens durables (>1 an) propriété de l'association				Capital ou Fonds associatif (apport des fondateurs de l'association) et subventions non renouvelables (accordées pour l'achat d'un bien dont le renouvellement ou amortissement est à la charge de l'association)		
20	Immobilisations incorporelles non amortissables (fonds de commerce, brevets, licences)	127 479,28 €	161 674,05 €	10		524 103,30 €	495 258,88 €
21	Immobilisations corporelles amortissables (immobilier, mobilier)	1 549,00 €	1 549,00 €	11	Report à nouveau (résultats antérieurs en réserve)	-146 012,77 €	28 844,52 €
27	Immobilisations financières (actions, obligations et cautions)			12	Résultat du dernier exercice (positif ou négatif)		
28	Amortissement des immobilisations	127 303,68 €	160 765,65 €	13	subventions d'investissement renouvelables (accordées pour l'achat d'un bien dont le renouvellement sera assuré par le financeur)		
				15	Provisions pour risques et charges (assurance sur l'avenir qui consiste à provisionner des fonds en cas d'excédent pour se prémunir des risques éventuels).		
3	Stocks			16	Emprunts à moyen et long terme (EMLT >1 an)		
	Marchandises, matières premières			19	Fonds dédiés (ressources financières non encore utilisées : subventions, donations, legs)		
4	Créances	7 260,49 €	7 005,55 €	4	Comptes de tiers (emprunts et dettes à court terme)	26 377,27 €	18 752,16 €
	Personnes physiques ou morales qui doivent de l'argent à l'association	1 720,15 €	680,21 €		Personnes physiques ou morales à qui l'on doit de l'argent à court terme (DCT)		
	Charges constatées d'avance	5 530,34 €	6 316,35 €		Factures non parvenues	7 306,00 €	6 325,20 €
5	Comptes financiers - Trésorerie	350 393,71 €	535 592,80 €		Dettes financières (découverts bancaires, emprunts)		
	Disponibilités bancaires	362 346,83 €	453 385,09 €		Dettes d'exploitation (fournisseurs)		
	Comptes épargne	27 278,04 €	75 643,88 €		Dettes diverses (sociales ou fiscales)	18 971,27 €	12 426,96 €
	Caisse	5 550,61 €	4 363,63 €		Produits constatés d'avance		
	BNP	217,33 €					
	virement interne	-0,10 €					
Actif circulant (biens destinés à être transformés en liquidités)				Capitaux temporaires			
Total Actif Bilan				Total Passif Bilan			
404 367,80 €				404 367,80 €			
542 855,56 €				542 855,56 €			



COMPTE DE RESULTAT EXERCICE 2023

CHARGES N-1/€ N/€

60. Achats (sauf 603)		
601. Matières premières	0,00	
602. Autres approvisionnements		
604. Etudes et prestations	28 697,30	15 254,79
606. Achats non stockés	91 959,78	79 251,52
607. Achats de marchandises		
Total achats	120 657,08	94 506,31
603. Variation des stocks	0,00	

61. Services extérieurs		
611. Sous-traitance générale	0,00	
612. Redevances de crédit-bail		
613. Locations	7 117,61	9 237,54
614. Charges locatives		
615. Entretien et réparations	15 828,50	16 079,45
616. Primes d'assurances	11 547,08	15 885,82
617. Etudes et recherches		
618. Divers	136,00	165,00
Total services extérieurs	34 629,19	41 367,81

62. Autres services extérieurs		
621. Personnel extérieur	29 310,83	33 840,59
622. Rémunérations d'intermédiaires	10 295,00	13 215,87
623. Publicité et relations publiques	1 167,59	975,64
624. Transports		
625. Déplacements et réceptions	35 952,82	36 158,63
626. Frais postaux et de télécoms	1 725,38	2 065,84
627. Services bancaires et assimilés	691,27	1 127,95
628. Divers	55 847,28	68 388,02
Total autres services extérieurs	134 990,17	155 772,54

64. Charges de personnel		
641. Rémunérations du personnel	215 884,11	250 363,77
6413. Indemnisation Quasi Bénévoles	21 905,00	25 088,64
6414. Indemnités avantages divers	5 950,00	521,30
645. Charges de sécurité sociale	51 930,01	65 559,26
647. Autres charges sociales	3 048,11	3 917,51
648. Autres charges de personnel		
Total charges de personnel	298 717,23	345 450,48

Autres charges		
63. Impôts et taxes	3 483,01	6 558,36
65. Autres charges de gestion courante	14 670,17	23 925,65
66. Charges financières		
67. Charges exceptionnelles	337,68	1 050,00
68. Dotations aux amortissements	6 497,09	732,80
69. Impôts sur les sociétés		
Total autres charges	24 987,95	32 266,81

TOTAL CHARGES	613 981,62	669 363,95
----------------------	-------------------	-------------------

86. Emplois des contributions volontaires		
860. Secours en nature	0,00	0,00
861. Mise à disposition gratuite de biens	0,00	0,00
862. Prestations	0,00	0,00
864. Personnel bénévole	0,00	
Total emplois des contributions	0,00	0,00

PRODUITS N-1/€ N/€

70. Ventes de produits et services		
701. Ventes de produits finis	0,00	0,00
702. Ventes de produits intermédiaires	0,00	0,00
704. Travaux	0,00	0,00
705. Etudes	0,00	0,00
706. Prestations de services	0,00	0,00
707. Ventes de marchandises	0,00	32,00
708. Produits des activités annexes	0,00	
Total ventes	0,00	32,00

75. Produits de gestion		
751. Redevances pour concessions	0,00	441,00
754. Collectes	0,00	
756. Cotisations	277 109,83	293 912,22
758. Produits divers de gestion	24 665,36	17 336,27
Total produits de gestion	301 775,19	311 689,49

Autres produits		
71. Production stockée	0,00	0,00
72. Production immobilisée	0,00	0,00
74. Subventions d'exploitation	321 596,00	212 447,60
Ville	232 905,00	132 605,00
Conseil Général	1 400,00	
Conseil Régional		
Etat		
Autres subventions	63 850,94	47 736,00
Aide à l'emploi	23 440,06	32 106,60
743. Partenaires		
754. Collectes (mécénat)		
76. Produits financiers	1 013,01	1 634,16
77. Produits exceptionnels	-97,50	531,00
78. Reprises sur amortissements		-2 983,07
79. Transferts de charges	18 539,44	
Total autres produits	341 050,95	211 629,69

TOTAL PRODUITS	642 826,14	523 351,18
-----------------------	-------------------	-------------------

RESULTAT (excédent ou déficit)	28 844,52	-146 012,77
---------------------------------------	------------------	--------------------

36,23 25,34
14 15
43 56



ANNEXES AU BILAN

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 404367,80 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits de gestion sont de 311 689 Euros et accusant un déficit de 146012,77 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice

TABLEAU IMMOBILISATIONS

Année 2023

		A	B	C	D
Situations et mouvements		Immobilisations cumulées au début de l'exercice	Augmentations immobilisations de l'exercice	Diminutions d'immobilisations de l'exercice	Immobilisations Cumulées à la fin de l'exercice
Rubriques					
Immobilisations corporelles		161674,05		34194,77	127479,28
TOTAL GENERAL =		161674,05	0,00	34194,77	127479,28

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Année 2023

		A	B	C	D
Situations et mouvements		Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements Cumulés à la fin de l'exercice
Rubriques					
Immobilisations corporelles		160765,65	732,80	34194,77	127303,68
TOTAL GENERAL =		160765,65	732,80	34194,77	127303,68

TABLEAU DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Année 2023

		A	B	C	D
Situations et mouvements		Provisions cumulées au début de l'exercice	Augmentations Provisions de l'exercice	Diminutions Provisions de l'exercice	Provisions Cumulées à la fin de l'exercice
Rubriques					
		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL =		0,00	0,00	0,00	0,00

TABLEAU DES DETTES

Année 2023

		A	B	C
		TOTAL DETTES	- 1 an	+ 1 an
Rubriques				
Fournisseurs factures non parvenues		7306,00	7306,00	
Rémunération due		689,21	689,21	
Charges sociales sur congés payés		15216,49	15216,49	
Formation professionnelle		2759,41	2759,41	
Impôts à la source		306,16	306,16	
Autres				
TOTAL (I) =		26 277,27	26 277,27	0,00
TOTAL (II) =		0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL = (I)+(II)		26 277,27	26 277,27	0,00

